

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2025-11-17-00001
relatif aux installations exploitées par la société TARMAC AEROSAVE situées
sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun,
relevant des réglementations ICPE et IOTA**

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages ;

VU la directive européenne 2000/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1 et R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 créant le régime de l'autorisation environnementale, applicable aux activités ICPE et IOTA nouvelles et existantes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

VU le décret du 3 juillet 2025 portant nomination de Mme Émeline BARRIÈRE sous-préfète de Tarbes, en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 10 mars 2022 pour la période 2022-2027 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 19 mars 2015 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin amont de l'Adour ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 2009 déclarant d'utilité publique les travaux de création de la ZAC Pyrénia, dans laquelle est situé Tarmac, et portant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées par la ZAC ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12 juin 2007 délivré à la société TARMAC, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires en date du 10 avril 2012 et du 16 juin 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 août 2017 relatif à la construction du bâtiment de maintenance Tarmac 3 et la mise en conformité des rejets aqueux du site ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2020-07-17-001 du 17 juillet 2020 autorisant la société TARMAC AEROSAVE à exploiter une nouvelle activité de peinture sur aéronefs, à créer de nouvelles aires de parkings avions et augmenter ses superficies dédiées aux activités de maintenance et de stockage logistique sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2021-04-01-00004 du 1^{er} avril 2021 relatif aux installations exploitées par TARMAC AEROSAVE, et mettant notamment à jour les rubriques ICPE et IOTA et la répartition des surfaces du site ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2025-01-14-00005 du 14 janvier 2025 portant autorisation environnementale pour l'extension des parkings aéronef (parkings sud, nord-ouest et nord-est) du site TARMAC AEROSAVE, ses vus et considérants ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2025-07-28-00001 du 28 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Émeline BARRIÈRE, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU le dossier d'autorisation environnementale déposé par la société TARMAC AEROSAVE le 27 avril 2023 complété le 8 novembre 2023 ;

VU les avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie du 26 juin 2023, du bureau de la commission locale de l'eau du SAGE Adour-Amont du 28 juin 2023, de la délégation départementale des Hautes-Pyrénées de l'agence régionale de santé du 29 juin 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2024-05-27-00002 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique sur la demande d'autorisation environnementale "loi sur l'eau" sollicitée par la société TARMAC AEROSAVE concernant le projet d'extension des parkings aéronefs de son site, sur le territoire des communes d'Azereix et d'Ossun ;

VU les observations du public consulté dans le cadre d'une démarche de participation du public par voie électronique effectuée du lundi 17 juin 2024, 9 heures au mercredi 17 juillet 2024, 12 heures inclus et les réponses de l'entreprise TARMAC AEROSAVE du 2 août 2024 aux contributions formulées dans le cadre de la participation du public par voie électronique ;

VU le dossier de porter à connaissance déposé par la société TARMAC AEROSAVE le 1^{er} août 2025 portant sur l'extension des zones de démantèlement, et demandant l'intégration des prescriptions de l'arrêté du 14 janvier 2025 établi au titre de la loi sur l'eau dans l'arrêté autorisant l'exploitation des ICPE ;

VU le rapport et les propositions en date du 13 octobre 2025 de l'inspection des installations classées, établi après consultation de la DDT ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courrier recommandé avec accusé de réception du 7 novembre 2025 ;

VU la réponse du demandeur, par courriel du 7 novembre 2025, signalant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et accompagnement présentées dans le dossier soumis à la participation du public, prennent en compte les observations émises par la DREAL Occitanie dans sa demande de compléments en date du 10 août 2023, permettant de dispenser le projet d'une demande de dérogation pour destruction d'espèces protégées ;

CONSIDÉRANT le dimensionnement satisfaisant des dispositifs de gestion des eaux pluviales figurant dans le dossier susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations réglementées, au titre de la loi sur l'eau, par l'arrêté du 14 janvier 2025 précité sont connexes aux ICPE du site et que les prescriptions afférentes ont vocation à intégrer l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin d'actualiser les prescriptions figurant dans les arrêtés préfectoraux du 17 juillet 2020 et du 1^{er} avril 2021 susmentionnés ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas statué par le présent arrêté sur la demande d'extension des aires de démantèlement ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisations environnementales

La société TARMAC AEROSAVE, dont le siège social est situé à « L'aérodrome », sur le territoire de la commune d'AZEREIX (65380) est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations visées par les arrêtés préfectoraux du 17 juillet 2020, du 1^{er} avril 2021, et du 14 janvier 2025, dans les conditions visées par le présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation environnementale unique, pour les activités relevant de la réglementation ICPE et IOTA autorisées par les arrêtés susvisés, et figurant sur les plans en **annexe 1**.

Article 2 : Respect des prescriptions

La société TARMAC AEROSAVE, est tenue de respecter les dispositions énoncées ci-après, venant modifier les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 et de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2021 susvisés.

Le périmètre relatif aux activités ICPE et IOTA exploitées par la société TARMAC AEROSAVE, sur lequel s'appliquent les présentes prescriptions est annexé au présent arrêté.

Article 3 : Rubriques ICPE et IOTA

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2021 susvisé relatives au tableau de classement des activités sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations de la société TARMAC AEROSAVE relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Quantité autorisée | Régime (*) |
|---------------|--|---|-----------------------|------------|
| 2712-2 | Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ² | Déconstruction d'avions. | 4 800 m ² | A |
| 2791-1 | Installation de traitement de déchets non dangereux , à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j. | Pré-traitement par broyage-déchetage mobile de déchets non dangereux. | 10 t/j | A |
| 2930-1-a | Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur. a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m ² . | Maintenance d'aéronefs. | 19 300 m ² | E |
| 1532-2-b | Stockage de bois ou de matériaux combustibles | Stockage de | 1 122 m ³ | DC |

| | | | | |
|----------|--|--|-----------------|----|
| | analogues. 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. b) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ . | matériaux combustibles (palettes, caisses en bois, etc.) | | |
| 2560-1 | Travail mécanique des métaux et alliages. 1. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW. | Atelier de mécanique. | 1 000 kW | DC |
| 2564-1-c | Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. 1. Hors procédé sous vide. c) Le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques. | Fontaine de dégraissage. | 250 L | DC |

Les installations de la société TARMAC AEROSAVE relèvent également des rubriques suivantes de la nomenclature loi sur l'eau :

| N° de la nomenclature | Activités | Éléments caractéristiques liés au projet | Régime du classement |
|------------------------------|---|---|-----------------------------|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha | Surface de 85,2 ha | A |

Article 4 : Répartition des surfaces

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2021 relatives aux surfaces imperméabilisées sont modifiées par les dispositions suivantes prenant en compte le cumul des aires de stockage et des taxiways telles qu'autorisées par les arrêtés préfectoraux du 1^{er} avril 2021 et du 14 janvier 2025 :

Les surfaces imperméabilisées du site sont rappelées ci-après :

- stockage des aéronefs : 190 200 m²
- taxiways : 78 900 m²

Leurs implantations sont strictement conformes aux dossiers de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société TARMAC AEROSAVE le 25 juin 2019, au titre de la réglementation ICPE, et le 27 avril 2023 complété le 8 novembre 2023 au titre de la réglementation IOTA.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et figurant en **annexe 1**. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Tout projet de modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'un rapport à porter à connaissance au préfet des Hautes-Pyrénées.

Article 5 : Noues d'infiltration et filtre à roseaux

Les prescriptions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatives aux noues d'infiltration des eaux pluviales et aux filtres à roseaux sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

- a) Le fond des noues sera recouvert, en cas de suppression liée aux travaux de déblaiement, par de la terre végétale, enherbée avec des variétés résistantes à la submersion et surtout aux travaux de fauchage. Les engins circulant sur ces zones seront légers pour éviter le tassement en diminuant les capacités d'infiltration.
- b) Le fauchage sera suivi, si besoin, de ratissage et de griffage pour empêcher un colmatage par dégradation des apports concentrés de foin. En cas de colmatage des fonds de noue, un hersage sera préférable au décapage ; si ce dernier est nécessaire, la couche végétale sera reconstituée jusqu'à la cote originelle ; aucun approfondissement ne sera réalisé.
- c) Aucun pesticide ne sera utilisé pour l'entretien des noues, des voiries et de leurs alentours.
- d) Afin de maintenir le bon état de la végétation un apport mesuré de nutriments pourra être fourni aux plantes herbacées.
- e) Aucun fossé ou trop plein ne devra atteindre directement ou indirectement le réseau superficiel qui convergerait dans la tranchée de la voie ferrée.
- f) La gestion des pollutions accidentelles doit être formalisée au sein d'un protocole afin que les temps d'intervention soient compatibles avec les temps d'infiltration des sols pour agir

avant que les polluants n'atteignent la nappe phréatique. Les systèmes d'intervention sont testés et régulièrement entretenus.

g) L'entretien et le suivi des filtres à roseaux devra permettre leur adaptation éventuelle en fonction des données du contrôle : débit d'alimentation, hauteur d'eau, fertilisation, augmentation des surfaces, maintien du milieu anoxique. Le système de traitement par filtre à roseaux sera contrôlé annuellement par une société spécialisée. Cette visite donnera lieu à un rapport intégrant le cas échéant des préconisations d'entretien. Ce rapport sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 : Surveillance de la nappe

a) Les prescriptions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatives à la qualité de la nappe phréatique et à son niveau piézométrique sont étendues au réseau figurant sur le plan en **annexe 2** du présent arrêté. À cet effet une convention doit être passée entre TARMAC AEROSAVE et Pyrénia en particulier pour autoriser TARMAC AEROSAVE à accéder aux piézomètres réalisés par Pyrénia, afin de mettre en œuvre le suivi de la nappe.

b) Le document synthétique annuel relatif au suivi des eaux souterraines, prévu à l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020, concernant la qualité de la nappe phréatique et son niveau piézométrique, est transmis, conformément aux dispositions de l'arrêté, à la DREAL par courriel à uid-65-32.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr.

Ce document est également adressé, dans les trois premiers mois de l'année suivante, aux destinataires suivants :

- DDT : ddt-seref@hautes-pyrenees.gouv.fr
- ARS : ars-oc-dd65-pgas@ars.sante.fr

Article 7 : Biodiversité

Les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2020 relatives la biodiversité sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Article 7.1 – Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement

Les mesures d'évitement et de réduction telles que présentées au dossier de porter à connaissance fourni en appui de l'autorisation délivrée en date du 14 janvier 2025 doivent être respectées.

Il est demandé de renforcer les mesures d'accompagnement indiquées à ce dossier de porter à connaissance :

- pour la création d'hibernaculums en faveur du crapaud calamite, par la fourniture du schéma de principe de l'aménagement faisant apparaître la clôture. Le caractère pérenne ou pas de cette clôture doit y être indiqué. Cette transmission doit être

faite aux services de la DREAL (uid-65-32.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr.) sous 1 mois,

- pour le respect des lieux de nidification des oiseaux nicheurs au sol ainsi que des petits mammifères, par la présentation d'une carte faisant figurer les secteurs bénéficiant de gestion différenciée des prairies (fauche unique en septembre/octobre ou deux fauches avec une en juin/juillet de plus) sous 1 mois,
- pour les habitats de l'avifaune des milieux ouverts et semi-ouverts – une implantation supplémentaire de haies pourra être exigée sur la base du suivi projeté.

Article 7.2 – Lutte contre les plantes, espèces exotiques envahissante

Les données géo-référencées localisant les espèces exotiques envahissantes (EEE) doivent être transmises au cours des trois premiers mois de l'année suivante, selon la fréquence fixée dans la mesure MS01 « suivi à réaliser tous les ans pendant 3 ans puis à 5 et 10 ans post-travaux » :

- au conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées (CBNPMP) par courriel à contact@cbnmp.fr à l'issue de chaque suivi et selon le format de données défini par CBNPMP,
- aux services de la DREAL par courriel à uid-65-32.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr.

Prévoir, si nécessaire, de replanter des espèces locales sur les zones où des EEE ont été traitées afin de concurrencer ces EEE et pour éviter leur reprise. Des précautions doivent être prises pour éviter toute amenée ou dissémination des EEE.

Article 8 : Abrogation

L'arrêté du 14 janvier 2025 est abrogé.

Article 9 : Information des tiers

- une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies d'Azereix et d'Ossun et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies d'Azereix et d'Ossun pendant une durée minimale d'un mois ;
- un procès-verbal d'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de chacun des maires et adressé à préfecture des Hautes-Pyrénées – DCPAT - BEPP ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale d'un mois.

Article 10 : Exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

- M. le chef de l'Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers de la DREAL Occitanie,

- Mme et M. les maires des communes d'OSSUN et d'AZEREIX.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée ***pour notification*** à la société TARMAC AEROSAVE .

Fait à Tarbes 17 NOV. 2025
Pour le préfet et par délégation
la secrétaire générale



Émeline BARRIÈRE

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Pau soit par courrier (50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex), soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa de l'article R 181-50 précité peuvent, faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2025-



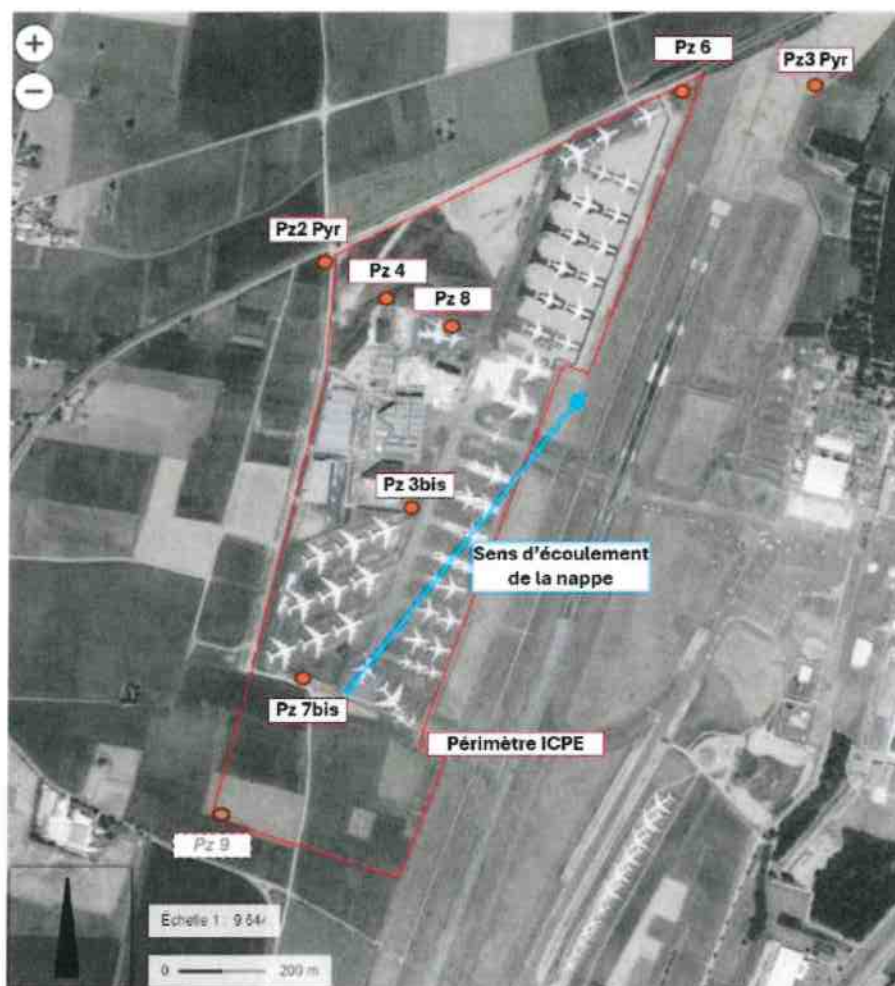
Périmètre de l'ICPE modifié

Aires imperméabilisées autorisées sur les secteurs nord et sud



Annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2025-

Réseau piézométrique



Le piézomètre Pz9 remplacera le Pz7 bis en cas d'extension du site au sud.